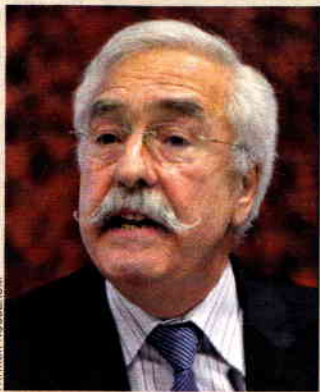


# « Le gouvernement doit changer de cap »



Économiste et membre du Conseil national du collège exécutif du PCF, Yves Dimicoli, plaide pour un moratoire sur les licenciements. Il invite le gouvernement à s'attaquer au « coût du capital » en renforçant les droits des salariés.

**A** lors que les difficultés s'accumulent, l'équipe Hollande-Ayrault se dit optimiste. Elle propose un nouveau modèle social français « compétitif et solidaire » avec un « compromis historique » de ralliement des syndicats de salariés aux volontés patronales. Débordant de démagogie sur l'emploi, elle cherche à faire accepter baisses du coût du travail, flexibilité et hyperprécarité du travail, nouveaux cadeaux d'ampleur au patronat. Cela mène la gauche dans le mur. Il faut changer de cap!

Rétablissons la vérité : ce n'est pas le « coût du travail » qui étouffe les entreprises, mais le « coût du capital » des prélèvements financiers (intérêts et dividendes). Exigeons de partout des moratoires sur les suppressions d'emplois pour faire valoir des contre-propositions face aux difficultés. Et, par exemple, baisser les prélèvements financiers en saisissant des fonds publics régionaux à créer. Ceux-ci prendraient d'autant plus en charge les intérêts payés par les entreprises aux banques sur les crédits pour se moderniser que leurs investissements programmeraient plus d'emplois et de formations correctement rémunérés. Partout, sur le terrain, il s'agit de harceler quotidiennement les patrons, les banques, les préfets avec de telles exigences, relayées jusqu'au Parlement, pour que grandisse un mouvement permettant de changer de cap sans permettre le retour de la droite.

De nouveaux objectifs sociaux sont nécessaires à la politique économique. D'abord, une véritable sécurisation de l'emploi et de la forma-

tion avec une profonde réforme du contrat de travail, pour le sécuriser, un strict encadrement des licenciements jusqu'à leur interdiction s'ils sont « boursiers », une meilleure indemnisation du chômage avec un droit effectif pour chacune à l'emploi et à la formation choisie, un grand service public de sécurisation des parcours professionnels, de nouveaux pouvoirs décisionnels des salariés dans les gestions des entreprises.

Il s'agit, inséparablement, de promouvoir les services publics, si essentiels aujourd'hui pour répondre aux besoins sociaux et conduire une politique industrielle novatrice. Dépenser plus pour la santé, l'éducation, la recherche, les transports, la culture, le logement social, l'environnement... permettrait, à la fois, de soutenir la demande et de consolider l'efficacité productive pour une nouvelle croissance sociale et durable. Cela ouvrirait la voie à une

Assis sur des fonds publics régionaux, ce pôle développerait un nouveau crédit pour les investissements des entreprises : son taux d'intérêt serait d'autant plus abaissé, jusqu'à 0 %, voire en dessous, que ces investissements programmeraient plus d'emplois et de formations correctement rémunérés. Cela pousserait l'exigence et la possibilité d'une profonde réorientation de la Banque centrale européenne (BCE). Celle-ci devrait viser une double priorité :

– la sécurisation de l'emploi et de la formation : son taux d'intérêt pour refinancer les banques devrait être d'autant plus abaissé que les crédits distribués aux entreprises programmeraient plus d'emplois et de formations ;

– l'essor des services publics : la BCE devrait acheter à taux nul une part des dettes publiques des États en difficulté. Surtout, par l'intermédiaire d'un « fonds social, solidaire et écologique de développement euro-

péen », elle devrait financer, par création monétaire, les services publics nationaux en Europe.

La France, au lieu de céder à Merkel, devrait contribuer, avec

l'Europe du Sud, à de nouveaux rapports de forces. Outre la réorientation de la BCE, il s'agirait de lutter contre le dumping fiscal et écologique avec une grande coopération permettant aux pays émergents de se porter au niveau des normes sociales et environnementales européennes. Ce serait là le sens d'une taxation commune dont le produit serait dévolu à un fonds d'aide au développement de ces pays.

Au-delà, il s'agirait qu'avec les pays émergents soit mise en cause l'hégémonie des États-Unis et du dollar, avec une véritable monnaie commune mondiale. ★

**« Les objectifs sociaux à atteindre : sécurisation de l'emploi et de la formation, et strict encadrement des licenciements jusqu'à leur interdiction s'ils sont "boursiers". »**

appropriation sociale des grandes entreprises, incluant de nouvelles nationalisations.

Aussi faut-il de profondes réformes de la fiscalité et, au-delà, de tout le système de financement. La question du crédit est décisive. Au lieu d'une Banque publique d'investissement (BPI) aux moyens limités, aux critères inchangés et servant de béquille au capital, il faut un pôle financier public avec la Caisse des dépôts et consignations, la BPI, La Banque postale, les banques mutualistes et coopératives dans le respect de leurs statuts et des banques à nationaliser.